



## SUPPRESSIONS D'EMPLOIS : Du moins pour tout le monde

Les médias viennent de reprendre des propos de Georges TRON, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, tenus lors de ses vœux à la presse, le 17 janvier dernier.

Celui-ci affirme que, en 2009, 70 % des « gains » liés aux suppressions de postes étaient revenus aux fonctionnaires.

Et, à l'instar de la Cour des Comptes et de certains parlementaires, d'en déduire que les économies résultant des emplois supprimés ne vont pas suffisamment à la réduction des déficits publics.

Disons-le clairement : **de telles assertions sont à la fois dangereuses et inexactes.**

Dangereuses parce que le volume de l'emploi public ne doit pas être la variable d'ajustement permettant d'éponger les déficits publics. Le nombre d'agents publics doit correspondre à ce qui est nécessaire au meilleur accomplissement des missions d'intérêts général pour le bien de toute la population. Et, de ce point de vue, la politique actuelle est absolument désastreuse.

Inexactes parce que les personnels de la Fonction publique subissent une cure d'austérité épouvantable.

Pour en rester à ce fameux « *retour sur dégraissage* », les chiffres officiellement fournis par la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction publique démontent les déclarations intempestives.

En 2006, dernière année « *pré-sarkozienne* », 1,415 milliard d'euros avait été consacré aux mesures générales (la valeur du point) et aux mesures catégorielles. En 2009, cette enveloppe se réduisait à 1,096 milliard d'euros.

Or, dans la même période, la politique mise en œuvre par le Président de la République a conduit à la suppression d'environ 80.000 postes. 80.000 postes, cela correspond annuellement à quelque 2,5 milliards d'euros de rémunérations. 70 % d'une telle somme, cela représente 1,750 milliard. Or, non seulement il n'y a pas eu 1 centime supplémentaire consacré aux salaires des agents de la Fonction publique en 2007, 2008 et 2009, mais, comme les chiffres cités le démontrent, c'est au contraire une baisse qui est intervenue !

Décidemment, s'il y a une vérité qui s'impose, c'est bien celle de la nécessité de mettre en œuvre une toute autre politique, dans l'intérêt des salariés et de la population.

Montreuil, le 24 février 2011